

WIKILEAKS ET LA PRÉSIDENTIELLE DE 2009

L'ONU et les Américains parlent de fraude

Dans un câble diplomatique rendu public hier par le site WikiLeaks, David D. Pearce, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Alger, révèle que la mission d'observateurs de l'ONU a adressé, à Ban Ki-Moon, un rapport secret sur la fraude lors de l'élection présidentielle du 9 avril 2009. Un point de vue que partage le diplomate américain qui évoque un scrutin parfaitement «chorégraphié».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - WikiLeaks revient à la charge. Le site de Julian Paul Assange a publié, hier soir, une série de câbles diplomatiques rédigés par les ambassadeurs américains accrédités à Alger.

L'un d'eux, écrit par David D. Pearce, l'ambassadeur actuel, est consacré exclusivement à l'élection présidentielle du 9 avril 2009. Le diplomate américain dresse, dès le 13 avril, un tableau noir de la «démocratie» algérienne.

Election «chorégraphiée»

«C'est sans surprise aucune que le président algérien Abdelaziz Bouteflika a été élu pour un troisième mandat le 9 avril lors d'une élection soigneusement chorégraphiée et très contrôlée. Noureddine-Yazid Zerhouni, le ministre de l'Intérieur, a annoncé, lors d'une conférence de presse animée le 10 avril, un taux de participation de 74,54% et un score de 90,24% en faveur de Abdelaziz Bouteflika.

Les partis d'opposition et les autres candidats ont estimé, pour leur part, le taux de participation entre 18 et 55%, tandis que certaines ambassades ont constaté que la grande majorité des bureaux de vote étaient vides dans la capitale et estimé la participation, tout au plus, à 25 ou 30%», note David D. Pearce en guise de préambule. Pour étayer ses propos, l'ambassadeur se réfère à plusieurs sources d'information. A commencer par les déclarations des adversaires de Abdelaziz Bouteflika.

«Chacun des candidats perdants a exprimé en public des

doutes sur les taux officiels de participation. Mais ils se sont résignés à accepter le résultat. Fouzi Rebaïne a accusé le gouvernement de gonfler les chiffres de vote et a dit qu'il aurait pu facilement accepter la défaite si les chiffres étaient «réels». Rebaïne a menacé de déposer une plainte auprès de l'ONU et non pas auprès de la Commission nationale de contrôle des élections. Il a affirmé que les institutions algériennes chargées de suivre l'élection manquaient de crédibilité.

Djahid Younsi a qualifié les résultats des élections de «miraculeux» et a estimé le taux de participation à près de 25%. Louisa Hanoune, la candidate du Parti des travailleurs, pensait réellement remporter au moins

30% de scrutin. Elle a déclaré que le taux de participation officiel a fait de l'Algérie «une république bananière», souligne Pearce.

«Contrôle» des observateurs

Mais l'ambassadeur des Etats-Unis à Alger ne se contente pas de dresser un simple constat en se basant sur les déclarations de différentes personnalités. En effet, les services de la chancellerie américaine se sont intéressés de très près aux activités des membres des délégations d'observateurs internationaux.

Ainsi, Pearce constate qu'une mission conjointe d'observateurs de la Ligue arabe, de l'Union africaine et de l'Organisation de la Conférence islamique avaient, très vite, déclaré le scrutin «d'équitable et de transparent». Par contre, la mission de l'ONU a fait l'objet d'un



L'ambassadeur américain David D. Pearce lors de la présentation de ses lettres de créance au président Bouteflika.

«contrôle» rigoureux. «M. Irfan Abdool Rahman, chef de la mission de l'ONU, a déclaré que sa mission a été entravée par les efforts du gouvernement à contrôler ses réunions. Il a fait remarquer qu'un fonctionnaire du MAE a même tenté de participer à une réunion interne du Pnud ainsi qu'à une réunion privée à l'ambassade de France. Il nous a dit qu'il a été obligé de lui demander poliment de ne pas y assister. Il se plaignait également du fait que son équipe ait été forcée d'assister à une mise en scène de réunion organisée par la société civile de Tizi Ouzou et d'écouter les déclarations sur l'équité de l'élection». Pire, les membres de la délégation de l'ONU affirment avoir fait l'objet de «pressions» afin de signer une «déclaration conjointe avec l'UA, AL et l'OCI».

Pour ce qui est de la fraude, le représentant de l'ONU avoue son

incapacité à en décrire les mécanismes. «Le chef de la mission de l'ONU était «persuadé» que quelque chose n'allait pas après que plusieurs partis d'opposition eurent fait part d'accusations de fraude. Mais le manque de détails l'empêche de décrire avec certitude le type de fraude et comment elle s'est produite. L'exemple le plus frappant a été rapporté par un employé d'une ambassade qui affirme avoir été témoin d'une communication téléphonique entre un agent de bureau de vote et un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. Le fonctionnaire lui a demandé de gonfler le chiffre des bulletins de vote. Lorsque le bureau a fermé, les bulletins étaient largement supérieurs aux noms des électeurs inscrits sur le registre.»

Rapport secret

David D. Pearce affirme avoir conseillé aux membres de la délé-

gation de l'ONU de tenir secret le contenu du rapport sur leur mission en Algérie. Selon lui, la publication de leurs «observations» pourrait être «contreproductive».

«Abdool Rahman nous a précisé que son équipe rédigera un rapport qu'elle remettra au secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-Moon. Ce rapport mettrait en évidence les problèmes auxquels ils ont été confrontés ainsi que les aspects positifs de l'élection. Nous avons conseillé à l'équipe de l'ONU de ne pas faire de critique publique car cela s'avérerait contre-productif. Le gouvernement (algérien) prendrait en considération les commentaires formulés dans un cadre privé, même si les critiques ne sont pas les bienvenues. Abdool Rahman a suggéré que le représentant des Etats-Unis à l'ONU pourrait obtenir une copie du rapport de la mission en prenant attache directement avec le Bureau du secrétaire général des Nations unies.»

L'Algérie sur un «volcan»

En guise de conclusion, David D. Pearce s'interroge sur la manière avec laquelle le gouvernement algérien comptait «légitimer» un tel taux de participation.

Le diplomate, qui reprend un commentaire d'un des membres de la mission de l'ONU, estime que «l'Algérie est assise sur un volcan».

En fait, Pearce ne fait que confirmer le constat établi en 2007 par son prédécesseur, Robert Ford, dans un autre câble diplomatique rendu public hier par WikiLeaks.

«Les discussions récentes avec d'anciens responsables gouvernementaux, des leaders de l'opposition et des journalistes présentent un régime plus fragile que jamais. Un régime en proie à un manque de vision, à une corruption sans précédent et à une division au sein de la hiérarchie militaire», écrivait alors Robert Ford.

T. H.

LA COORDINATION POUR LE CHANGEMENT AFFINE SON PLAN D'ACTION

D'autres organisations rallieront le mouvement

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie ne compte pas laisser s'essouffler la dynamique née de la première réunion. Dès vendredi prochain, les syndicats, partis politiques et autres organisations tiendront une deuxième rencontre. Objectif : élargir la coordination à d'autres membres et affiner le plan d'action.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La mobilisation est intacte. Les organisations ayant pris part à la réunion proclamant la naissance de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie tentent de rallier d'autres organisations à leur cause.

La seconde réunion devrait regrouper davantage de participants. Rachid Malaoui, secrétaire général du Snapap, estime que la dynamique est en marche et que la prochaine réunion permettra de dégager davantage de consensus autour des actions à mener.

La défection du FFS ne semble pas entamer le moral des troupes. Après avoir pris part à la première réunion, la formation de Aït Ahmed s'est

en effet rétractée annonçant que «dans l'étape actuelle, les priorités politiques du FFS ne lui permettent pas de s'associer à la proposition d'un appel à une marche à Alger».

Le principe d'une marche en février avait en effet été retenu lors de la première réunion, mais Rachid Malaoui précise qu'aucune date n'avait pour le moment été retenue et que la date du 9 février avancée dans un premier temps n'était qu'une proposition qui doit être davantage débattue. La question sera soulevée vendredi prochain.

Les organisations et personnalités se donneront, encore une fois, rendez-vous dans une salle de fortune puisque les pouvoirs publics,



Au menu de la prochaine réunion, l'organisation d'une marche nationale.

s'acharnant sur les syndicats autonomes, avaient procédé à la fermeture de la Maison des syndicats.

Faisant fi de ces contraintes, les organisations (Laddh, Snapap, la Coordination des sections Cnes, le Cla, le Satef, Sos disparus, le MDS, le RCD, le PLJ, RAJ, des associations d'étudiants, de chômeurs et des comités de quartiers)

comptent maintenir la pression avec comme objectif avoué : une rupture totale avec le régime en place.

Le ton avait été donné à l'issue de la première rencontre, dont le communiqué la sanctionnant avait montré la voie.

«Face aux attitudes répressives et méprisantes du régime en place contre la société algérienne,

conscients de la gravité de la crise et des dangers qui guettent le pays, nous, organisation des droits de l'Homme, syndicats autonomes, associations estudiantines et de jeunes, comités de quartier et collectifs citoyens, association de disparus, associations de défense de la femme, figures intellectuelles et partis politiques, décidons de l'organi-

sation d'une marche nationale pour exiger la levée de l'état d'urgence sévissant depuis dix-neuf ans et qui immobilise le pays et brime toutes les libertés», avaient écrit les organisations engagées au sein de la coordination. Cette dernière s'est inclinée «devant la mémoire des victimes et blessés des révoltes populaires (et exige) la libération immédiate et inconditionnelle des personnes arrêtées pour des raisons de manifestation ou de délit d'opinion» et annonce que «convaincus de l'urgence d'actions collectives engagées, notre démarche est ouverte à toutes les forces et à tous les acteurs de la société afin d'éviter à l'Algérie le chaos et le basculement sérieusement et définitivement dans une perspective de changement démocratique».

Son appel semble avoir été entendu puisque dès vendredi, plusieurs autres organisations devraient annoncer leur ralliement au mouvement.

N. I.